

Logement

TdG 2017-12-21

«J'invite Antonio Hodggers à se mettre au travail»

Le PLR ne bloque pas la construction de logements. Son président, Alexandre de Senarclens, réfute les critiques du magistrat Vert

Christian Bernet

Non, le Parti libéral-radical ne bloque pas la construction de logements. Alexandre de Senarclens, le président du PLR, rejette avec vigueur les reproches qu'Antonio Hodggers a formulés dans nos colonnes mercredi. Le PLR serait coupable d'empêcher la réalisation de 4000 logements dans la zone villas et prendrait un virage malthusien, opposé au développement. «C'est faux. M. Hodggers se cherche un bouc émissaire pour cacher l'échec de sa politique», répond en substance Alexandre de Senarclens. Interview.

Antonio Hodggers accuse le PLR de provincialisme. Ça vous choque?

Je lui laisse la responsabilité de ses propos. Mais ce qui m'a beaucoup étonné, c'est le ton très agressif employé pour disqualifier un parti. Ce n'est pas digne d'un conseiller d'État. Sur le fond, j'ai l'impression que M. Hodggers allume des contre-feux pour masquer son manque de résultats sur le logement. Il se cherche un bouc émissaire pour rassembler ses troupes.

Mais en refusant de déclasser de la zone villas, vous entravez le plan directeur cantonal que vous avez pourtant soutenu.



Alexandre de Senarclens se défend de verser dans le populisme. GEORGES CABRERA

Bataille sur les quotas

● Combien d'appartements à vendre, combien de logements sociaux? Les quotas dans les constructions en zone de développement sont au cœur de l'initiative que la gauche et l'Asloca ont lancée en 2016. Celle-ci a été en partie invalidée par la Chambre constitutionnelle (*notre édition de mercredi*). La gauche n'est pourtant pas trop déçue.

«Un de nos angles d'attaque a été annulé, mais l'autre subsiste. Et je pense que c'est celui qui dérange le plus nos adversaires, indique la socialiste Carole-Anne Kast. La justice a reconnu que l'on peut fixer une proportion plus élevée de logements locatifs

contrôlés. C'est une très bonne nouvelle. D'ailleurs, la Chambre immobilière (CGI) ne crie pas victoire.» La CGI fait une autre lecture de l'arrêt. «Les initiants étaient trop sûrs d'eux, ils ont beaucoup perdu», relève Christophe Aumeunier.

Ni la CGI ni la gauche ne savent si elles vont recourir au Tribunal fédéral contre l'arrêt de la Chambre. Mais la CGI en appelle au dialogue. «Il est temps que l'État réunisse les partenaires pour une solution négociée.»

«Nous sommes ouverts à un contre-projet, ajoute Carole-Anne Kast, mais en l'état, nous ne retirons pas notre initiative.» **C.B.**

C'est un comble d'affirmer ceci. Le PLR est le parti qui s'est le plus battu pour le logement. Aujourd'hui, si la situation se détend un peu, c'est bien grâce à lui et à nos deux anciens conseillers d'État, Mark Muller et François Longchamp. Le PLR s'est battu pour les surélévations, pour le développement de la Praille et pour la densification. C'est plutôt la gauche, aujourd'hui, qui remet en cause les équilibres trouvés du temps de Mark Muller.

Alors pourquoi refusez-vous d'urbaniser des zones villas?

Nous ne remettons pas en question notre soutien au plan directeur, qui prévoit d'urbaniser 11% de la zone villas. Mais les propriétaires de ces villas ont droit à plus

d'égards. On leur donne aujourd'hui 1000 francs du mètre carré, ce n'est pas réaliste pour tout le canton. Il y a des solutions, notamment fiscales, pour faire en sorte qu'ils trouvent leur intérêt à vendre leur bien. Ce n'est pas à eux de porter sur leurs épaules le prix du développement.

Dans les faits, cette souplesse existe et ces 1000 francs sont souvent dépassés.

Non, il n'y a pas assez de garanties. Il ne tient qu'à Antonio Hodggers de faire des propositions et d'avancer dans une approche constructive. Nous le réclamons depuis plusieurs années.

Si on vous suit, les loyers et les PPE seront encore plus chers.

Non, l'effet est marginal. Et on peut très bien compenser cette hausse en augmentant quelque peu la densité.

Le Conseil d'État a remis le PLR à l'ordre. Il y a bien un problème, non?

Je ne suis pas au courant des dynamiques internes au Conseil d'État. Il y a sans doute une incompréhension de la réelle activité de M. Hodggers.

N'êtes-vous pas en train de durcir le ton pour faire plaisir à votre électorat et éviter qu'il ne file à l'UDC ou au MCG?

C'est un faux procès qu'on nous fait. Nous sommes en faveur du développement, mais il faut le faire en respectant la propriété privée. Nous ne verserons jamais dans le populisme. Encore une fois: j'invite M. Hodggers à travailler et à faire des propositions constructives plutôt que d'essayer de nous faire la leçon.